



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21574
21 août 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE VERBALE DATEE DU 19 AOÛT 1990, ADRESSEE AU PRESIDENT
DU CONSEIL DE SECURITE PAR LA MISSION PERMANENTE DU SOUDAN
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Conseil de sécurité et, d'ordre de son gouvernement, a l'honneur de l'informer de ce qui suit :

1. Le samedi 18 août 1990, à midi, dans les parages du détroit d'Aqaba, par 38° 27' de latitude et 34° 35' de longitude, le paquebot soudanais Dongola a vu sa route barrée par des navires de guerre américains qui se trouvaient dans les eaux du Golfe arabe et de la mer Rouge. Le Dongola est la propriété des Sudan Shipping Lines et donc du Gouvernement soudanais et bat pavillon soudanais. Parti de Port-Soudan à destination du port jordanien d'Aqaba, il s'est vu intimer l'ordre par les forces navales américaines de rebrousser chemin. Il avait pour mission de transporter à Port-Soudan quelque 500 familles soudanaises en provenance du Koweït et qui rentreraient au Soudan. Lorsqu'elles ont pris connaissance de l'incident, les autorités soudanaises ont immédiatement donné l'ordre au capitaine du Dongola de jeter l'ancre en pleine mer au sud du lieu de l'affrontement et d'y attendre de nouvelles instructions.
2. Le Dongola se trouve toujours en pleine mer avec ses 28 membres d'équipage et dispose de très faibles réserves de vivres, d'eau et d'autres produits de première nécessité.
3. Le Gouvernement soudanais est catégoriquement opposé à la pratique des inspections forcées, en haute mer notamment, car elle va à l'encontre des principes établis du droit international et de la liberté de navigation en haute mer. Il considère donc que l'action des forces navales américaines est injustifiée et contraire à la Charte des Nations Unies et qu'elle n'est pas conforme aux dispositions de l'Article 51 de la Charte.

4. Le Conseil de sécurité est prié de donner une interprétation claire de la résolution 661 (1990) et de préciser s'il délègue à tel ou tel pays le pouvoir d'imposer un blocus naval contre les navires de pays tiers se dirigeant vers des pays qui ne sont pas parties au conflit.
5. Le Conseil de sécurité est également prié de faire savoir si le blocus imposé à l'Iraq s'applique également aux Etats Membres qui ont, avec ce pays ou avec d'autres pays qui ne sont pas situés dans la zone d'affrontement, des intérêts mutuels.
6. Le Conseil de sécurité est prié en outre de faire savoir si le blocus contre l'Iraq s'applique également à la Jordanie.

Le Chargé d'affaires par intérim du Soudan serait reconnaissant au Président du Conseil de sécurité de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note verbale comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Salah M. ALI
